

**Sélection d'articles et de tribunes
sur la crise sanitaire actuelle
et ses perspectives.**



Collectif « Un regard de côté »

un-regard-de-cote@riseup.net

- 21 mars 2020 -

NOUS NE SOMMES PAS EN GUERRE et n'avons pas à l'être...

Par Sophie Mainguy, médecin urgentiste.

Il est intéressant de constater combien nous ne savons envisager chaque événement qu'à travers un prisme de défense et de domination.

Les mesures décrétées hier soir par notre gouvernement sont, depuis ma sensibilité de médecin, tout à fait adaptées. En revanche, l'effet d'annonce qui l'a accompagné l'est beaucoup moins.

Nous ne sommes pas en guerre et n'avons pas à l'être.

Il n'y a pas besoin d'une idée systématique de lutte pour être performant.

L'ambition ferme d'un service à la vie suffit.

Il n'y a pas d'ennemi.

Il y a un autre organisme vivant en plein flux migratoire et nous devons nous arrêter afin que nos courants respectifs ne s'entrechoquent pas trop.

Nous sommes au passage piéton et le feu est rouge pour nous.

Bien sûr il y aura, à l'échelle de nos milliards d'humains, des traversées en dehors des clous et des accidents qui seront douloureux.

Ils le sont toujours. Il faut s'y préparer. Mais il n'y a pas de guerre.

Les formes de vie qui ne servent pas nos intérêts (et qui peut le dire ?) ne sont pas nos ennemis.

Il s'agit d'une énième occasion de réaliser que l'humain n'est pas la seule force de cette planète et qu'il doit - ô combien- parfois faire de la place aux autres. Il n'y a aucun intérêt à le vivre sur un mode conflictuel ou concurrentiel.

Notre corps et notre immunité aiment la vérité et la PAIX.

Nous ne sommes pas en guerre et nous n'avons pas à l'être pour être efficaces.

Nous ne sommes pas mobilisés par les armes mais par l'Intelligence du vivant qui nous contraint à la pause.

Exceptionnellement nous sommes obligés de nous pousser de côté, de laisser la place.

Ce n'est pas une guerre, c'est une éducation, celle de l'humilité, de l'interrelation et de la solidarité.

Sophie Mainguy, médecin urgentiste

Lettre d'un soignant à ceux qui nous gouvernent

par un soignant travaillant à l'AP-HP (CHU de Paris).

Alors que les vagues de malades infectés par le coronavirus vont grandissantes, le personnel médical et paramédical est entièrement mobilisé — hommes et femmes infirmiers, secrétaires, agents d'entretien, sages-femmes, assistants sociaux, brancardiers, médecins, internes et étudiants. Le volontariat de tous les corps de métiers et des médecins de ville est dorénavant une nécessité. Le personnel des autres services, déjà exsangue par des décennies de restriction budgétaires, est parfois réquisitionné pour prêter main forte aux services dédiés à la prise en charge des cas les plus graves (essentiellement les urgences, le SAMU et la réanimation). Le matériel médical fait, lui aussi, l'objet d'une mobilisation permanente. Les blocs opératoires sont réduits au strict minimum pour mobiliser les respirateurs, les services de surveillance continue et postopératoire (normalement annexes des réanimations) sont dédoublés pour ne pas mettre en contact les patients infectés et ceux qui ne le sont pas. Du matériel aussi basique que le gel hydroalcoolique et les masques chirurgicaux sont rationnés, cachés à celles et ceux à qui viendrait l'idée de les subtiliser tant les moyens manquent.

Parallèlement, l'épidémie n'empêche malheureusement pas les autres patients de nécessiter des soins. Des soins parfois lourds, parfois urgents — des cancers, des infarctus, des polytraumatismes. Ces patients n'ont pas disparu. Leur souffrance ne s'est pas mise entre parenthèse en attendant que passe la vague de l'épidémie. Alors c'est sur deux fronts que nous nous battons. D'abord celui de l'épidémie, qui nécessite la mobilisation permanente d'une grande partie du personnel médical, à juste titre. Celui, deuxièmement, de ce qui convient en ces temps si particuliers d'appeler la routine médicale, celle qui constituait le quotidien des soins avant l'épidémie. Ce dernier front qui, lui, fait l'objet des réquisitions de personnel et de matériel. La situation laisse apercevoir la douloureuse réalité de l'hôpital public qui, après des décennies de réformes réactionnaires, constitue maintenant ce qu'il convient d'appeler une « perte de chance » (euphémisme signifiant « cause de décès ») non seulement pour les patients infectés, mais également pour tous les autres. La politique s'inscrit dans les corps et, de même qu'une baisse de 5 euros d'APL a pour conséquence la faim et la dénutrition, de même les réformes de l'hôpital public ont pour conséquence les cadavres.

Vos politiques néolibérales, telles que vous les poursuivez depuis plusieurs années, ont abouti à cela (pour ne parler que du secteur médical). Avant le coronavirus déjà, et bien plus avec lui, il faudra que nous parvenions un jour à estimer le nombre de morts qui vous est dû. Vous pourrez alors vous préparer à en payer le prix, celui des criminels. Car votre monde est un crime organisé : le travail casse et tue, les patrons encaissent, les flics jouent les hommes de main, les politiques entérinent ça en droit. Et, tout en écrasant le secteur de la santé (coupes budgétaires, gestion managériale, objectifs de rentabilité, suppressions de poste et de matériel), vous nous confiez la précieuse mission d'agir en recycleur du capitalisme : assurer la reproduction de la force de travail en réparant les corps broyés pour les remettre à votre disposition sur le marché du travail. Nous le savons, et détestons trop souvent notre travail. Tirillés entre l'envie profonde de prendre soin des autres, et le refus catégorique de répondre à vos missions. Entre le désir d'accompagner les patients parfois en détresse, et la course au temps et à l'argent qui nous est imposée. Et vous, vous savez pertinemment notre impuissance face à vos politiques assassines. Car s'y opposer signifie tout bloquer ; et tout bloquer, c'est inévitablement mettre en danger celles et ceux qui ont besoin de soins. On ne peut que tristement constater à quel point la grève massive des services d'urgences de ces derniers mois n'a abouti à rien (sans jamais bien sûr remettre en question le courage et la détermination de celles et ceux qui l'ont menée). Imaginez la rage de les voir vanter le mérite et l'abnégation des soignants en cette période de crise, du haut de leur hypocrisie.

Aujourd'hui néanmoins, quelque chose change. Aujourd'hui, le coronavirus nous montre, dans sa réalité la plus froide et la plus crue — pour certains la plus douloureuse —, l'état de délabrement du système de soins. Un système qui ne tient ordinairement que par la force de quelques-uns, allant jusqu'au *burnout* et jusqu'au suicide (on arrête de compter depuis bien longtemps les infirmières, médecins, internes qui se donnent la mort). Mais un système mis en échec au moindre grain de sable qui viendrait enrayer la machine. Aujourd'hui, donc, s'ouvre une brèche dans laquelle il faut savoir entrer pour penser de nouvelles modalités de soins — projet qui ne doit pas être l'apanage des seuls soignants.

Macron et ce qu'il incarne ne doivent pas se sortir indemnes de la crise qui nous affecte. Après l'épidémie viendra l'heure des comptes. Compter nos morts, nos cicatrices et nos séquelles. Mais aussi demander des comptes. Et, enfin, régler leurs comptes. Pas « plus de moyens pour l'hôpital public » — aussi étrange que cela puisse paraître, je n'apprécie pas particulièrement qu'un bourreau m'oblige à le supplier de m'achever un peu plus lentement. Pas de

revendications, pas de demandes, pas de supplication. L'heure est venue d'imposer : réquisitions, expropriations, réappropriations. À leurs politiques extrêmes, brutales et meurtrières, on ne peut qu'opposer une porte de sortie au moins du même ordre. Et enfin construire le communisme.

Alors, vous pouvez vous garder vos allocutions merdiques pour nous dire, du haut de votre arrogance et de votre paternalisme, ce qui est bon pour nous. Chacun a bien compris que le confinement était malheureusement inévitable parce que la situation l'exige, tant pour nous que pour nos proches. Les quelques récalcitrants, trop téméraires ou parfois trop négligents, se sont vite ravisés, non pas par la force de vos flics et de vos gendarmes, mais par rappel de celles et ceux qui ont plus rapidement compris la nécessité de se défendre collectivement face au virus. Çà et là, des initiatives solidaires prennent vie, l'auto-organisation au niveau de l'immeuble, du quartier, de la famille. Paradoxalement, en temps de crise, ce sont les initiatives communistes (ou protocommunistes) qui prennent force, tandis que votre monde s'écroule. Enfin, pas vraiment un paradoxe en réalité.

Car la vérité, c'est que votre monde est une contradiction dans les termes. Il crée les catastrophes, en assure la croissance et se prive de tout moyen pour se prémunir de leurs conséquences. Comme tout le porte à croire, l'épidémie est née de l'altération des habitats naturels, colonisés par le cycle incessant de la course à la production. Pour ne pas entraver la bonne marche du capital, vous en avez assuré la diffusion, de peur que la crise économique vienne se surajouter à la crise sanitaire (crise économique ne reposant que sur les conjectures individuelles de quelques financiers — c'est dire la minceur qui sépare encore votre monde du néant). Enfin, pour finalement boucler la boucle, vous abattez l'hôpital, et empêchez la prise en charge nécessaire à la santé de toutes et tous. Votre monde s'effondre à chaque fois davantage sur lui-même. Si nous n'en subissons pas les conséquences fatales, ce pourrait être risible. Il est à la fois grisant et frustrant de voir à quel point votre monde autophage est fragile. Tout chez vous est friable. Vous ne résistez même pas aux monstres que vous créez.

Face au vide, vous prenez la parole — par deux fois, ces derniers jours. D'abord pour dégainer le rempart habituel des dominants lorsqu'ils font face à la chute libre : l'appel à l'union (ici, l'union est nationale). Ne laissons pas succéder à l'inquiétude de ces temps difficiles l'amnésie qui nous condamnerait à nouveau à mort. Souvenons-nous qu'ils sont la cause de ces crises dont nous payons le prix fort. C'est dans les moments où ils apparaissent le plus vacillants qu'il faut savoir aiguiser les couteaux. Mais, inlassable, vous poursuivez votre

monologue en parlant solidarité, entraide, nationalisations — c'est dire si la situation vous est déroutante. Comme le montre bien un [récent article](#) de la revue ACTA, cela ne fait que trahir la destinée inéluctablement fatale du capitalisme, et met sur la table le dilemme si limpide : communisme ou extinction. Mais on retrouve rapidement votre nature profonde lorsqu'au sommet de votre envolée révolutionnaire, vous annoncez votre soutien aux entreprises face au crédit (autrement dit, votre soutien aux banques) et des réductions de cotisations sociales (celles-là mêmes, donc, qui financent l'hôpital public). Vous ne rechignez pas non plus votre plaisir à ajouter aux mesures de confinement la note répressive que vous maîtrisez si bien.

Et poursuivez : « nous sommes en guerre ». Nous sommes en guerre, ça, nous le savions déjà. Les gilets jaunes qui y ont laissé une main, un œil ou la vie le savent. Les femmes de la nuit du 8 mars dernier le savent. Les familles entières en centre de rétention le savent. Les cheminots qui n'ont vu pour seule réponse à leur grève historique qu'un 49.3 le savent. La jeunesse prolétaire, contrôlée, frappée et enfermée depuis des décennies le sait. À dire vrai, cela fait maintenant 3 ans que nous sommes en guerre contre vous, 4 décennies que nous sommes en guerre contre le néolibéralisme, et près de 2 siècles que nous sommes en guerre contre le capitalisme. Nous sommes en guerre, et vous êtes nos ennemis. Vous qui n'avez jamais hésité à nous porter des coups fatals, il faudra bien un jour que nous venions vraiment vous chercher, une bonne fois pour toutes.

Un membre du personnel soignant de l'APHP

Coronavirus, Apocalypse et rédemption

« Le temps s'est cassé en deux »

paru dans [lundimatin#234](#), le 19 mars 2020



Paul écrit dans son épître aux Thessaloniens que l'Empire romain agit comme un *katechon*, c'est-à-dire comme un pouvoir qui masque la réalité agissante de l'apocalypse. Or l'apocalypse correspond en même temps selon lui à la Parousie, qui est la seconde venue du Christ. L'effondrement de l'Empire, c'est l'apocalypse, mais c'est aussi la révélation de la rédemption.

« La tradition des opprimés nous enseigne que ' l'état d'exception' dans lequel nous vivons est la règle. Nous devons parvenir à une conception de l'histoire qui rende compte de cette situation. Nous découvrirons alors que notre tâche consiste à instaurer le véritable état d'exception. »

Walter Benjamin

Paul écrit dans son épître aux Thessaloniens que l'Empire romain agit comme un *katechon*, c'est-à-dire comme un pouvoir qui masque la réalité agissante de l'apocalypse. Or l'apocalypse correspond en même temps selon lui à la

Parousie, qui est la seconde venue du Christ. L'effondrement de l'Empire, c'est l'apocalypse, mais c'est aussi la révélation de la rédemption.

La crise sanitaire inédite que le monde traverse actuellement est un lever de rideau. La catastrophe immanente dans laquelle nous évoluons depuis maintenant plusieurs décennies - et qui est rythmée par les inondations, les incendies, la lente mise à mort du vivant non-humain – révèle aujourd'hui son *actualité*. La catastrophe est toujours déjà-là, et nous sommes désormais obligés d'ouvrir les yeux.

L'éternel retour du même dans lequel nous baignons, amorphes, depuis bien trop longtemps, est brisé par l'événement exceptionnel que représente l'épidémie. Elle est l'absolument nouveau qui nous tombe dessus comme une pierre, sans crier gare. Le temps s'est cassé en deux.

Cet événement est de nature apocalyptique. Il est terrible, évidemment, et les populations les plus précaires sont également les plus menacées. Mais il offre également une possibilité de rédemption. Il n'est pas question ici de glorifier aveuglément le caractère « purgatif » d'une catastrophe qui va frapper de plein fouet les personnes âgées, les plus fragiles, les plus pauvres. Il faut résister à l'idée simpliste selon laquelle la maladie serait une aubaine puisqu'elle ouvre une brèche dans ce monde que nous haïssons tant.

Ce qu'il faut essayer de percevoir, par contre, c'est le *kairos* qui s'ouvre à partir de maintenant. Le désastre est là. Transformons-le en opportunité de changer le cours de nos vies.

« Nous sommes en guerre », martèle Emmanuel Macron dans son allocution du lundi 16 mars. Comme l'avait bien vu Carl Schmitt, la guerre est le paradigme qui a de tout temps guidé le mode de gouvernemental libéral. Nous sommes en guerre, oui, mais la situation n'a rien d'une nouveauté, et le théâtre des opérations, ce sont nos corps, ce sont nos esprits.

Nous sommes effectivement en guerre. Mais notre ennemi à nous est bien visible. Il porte le costume d'un pouvoir qui participe depuis trop longtemps à la destruction de nos mondes et de nos formes de vie. C'est sur leurs cendres que le capitalisme s'est bâti. Et c'est à cause du néant que celui-ci a installé partout que la catastrophe est désormais le milieu naturel dans lequel nous gesticulons ; l'épidémie de coronavirus, ce n'est finalement qu'une engeance inévitable de l'Empire. Cette épidémie ne constitue qu'un rappel de plus : il est grand temps que nous arrêtons la marche effrénée de ce monde haïssable qui ne nous promet plus que la ruine, la mort, la désolation.

A l'aune de l'événement apocalyptique, écrit encore Paul, nos manières d'être

au monde sont rendues caduques. A *nous*, mes amis, de transformer ce moment critique en une formidable occasion de repenser les identités que nous pensons incarner, de recomposer les relations affectives qui nous attachent, d'imaginer ensemble le monde que nous souhaitons *habiter*.

Contre l'état d'exception permanent qui régit nos vies, construisons le véritable état d'exception dans lequel se révèle le mystère de l'anomie. Substituons au gouvernement mortifère de l'économie la puissance joyeuse de la complicité, de l'entraide, de l'amour. Pour cela, nous n'avons pas besoin de souhaiter que le chaos s'installe durablement. Comme l'indique en effet une parabole kabbalistique, « *afin d'instaurer le règne de la paix, il n'est nullement besoin de tout détruire et de donner naissance à un monde totalement nouveau ; il suffit de déplacer à peine cette tasse ou cet arbrisseau ou cette pierre, en faisant de même pour toute chose* ».

H. L.

C'est confirmé : la loi "urgence coronavirus" va revenir sur les droits aux congés, les 35 heures... et sans date limite

Par [Étienne Girard](#) // Marianne.net



Devant le Sénat, le gouvernement a réaffirmé sa volonté de revenir dans sa loi "urgence coronavirus" sur certains acquis sociaux, comme les congés payés ou les 35 heures. Des mesures qu'il annonce "provisoires"... tout en refusant d'inscrire une date limite dans le texte.

A la guerre comme à la guerre, répète le gouvernement. D'où l'idée d'introduire dans la loi "urgence coronavirus", qui doit être votée définitivement ce vendredi 20 mars, une réforme importante du droit de travail. Et surprise, le texte adopté par le Sénat ce jeudi dans la nuit ne prévoit aucun caractère "provisoire" ou "exceptionnel" pour la nouvelle loi. En clair, les mesures prises prendront un caractère définitif. Plusieurs acquis sociaux pourraient être rognés, comme le droit aux congés payés ou la durée hebdomadaire de travail. Le tout sous la pression du patronat.

Marianne l'écrivait dès ce mercredi : le projet de loi dit d'adaptation à la crise du coronavirus prévoit, parmi diverses mesures comme le contrôle des licenciements ou un plan massif d'aide aux entreprises, de revenir sur certains acquis sociaux. La réforme va en effet habiliter le gouvernement à prendre des

ordonnances ayant valeur de loi dans le domaine du droit du travail, sous trois mois. Leur objet ? Imposer une nouvelle limite au droit aux congés payés, d'une part. Il s'agit de *"modifier les conditions d'acquisition de congés payés et permettre à tout employeur d'imposer ou de modifier unilatéralement les dates de prise d'une partie des congés payés dans la limite de six jours ouvrables, des jours de réduction du temps de travail"*. A priori, il sera possible de revoir à la baisse le nombre de congés payés acquis par mois, aujourd'hui de 2,5.

"Supprimer le délai de prévenance"

Devant le [Sénat](#), ce jeudi 19 mars, le gouvernement a expliqué qu'il s'agissait surtout, dans son esprit, de permettre aux entreprises d'imposer aux salariés la prise de congés payés pendant le confinement, dans la limite de six jours. *"Il ne s'agit pas de supprimer les congés payés, mais d'utiliser une prérogative de l'employeur dans le code du travail en supprimant le délai de prévenance, normalement de quatre semaines, pour six jours ouvrés seulement"*, a fait savoir Muriel Pénicaud. Cette disposition a d'ailleurs été intégrée très explicitement dans la réforme. Mais quid d'une limitation de ces congés payés, pour toutes les entreprises ? La ministre du Travail et Edouard Philippe ont éludé.

La question est d'autant plus prégnante que dans le [Figaro](#), un *"haut représentant patronal"* propose... de ramener les congés payés à deux ou trois semaines, du moins cette année : *"Si c'est nécessaire pour limiter les conséquences économiques de la crise sans précédent que nous traversons en ce moment, les Français pourraient renoncer à deux à trois semaines de vacances en juillet et août. En tout cas, cela ne me choquerait pas"*. D'après LCI, il s'agit d'une suggestion... du Medef, le principal syndicat patronal. Interrogé sur la chaîne d'info, le ministre Bruno Le Maire n'a pas confirmé, sans pour autant écarter clairement cette hypothèse : *"Arrêtons de parler d'efforts et parlons déjà plutôt de solidarité"*.

"Cette crise sanitaire va imposer un coup d'arrêt puissant, massif, brutal à notre économie" estime le Premier ministre E. [#Philippe](#).

ð Les congés d'été vont-ils par conséquent être écourtés ? L'idée est évoquée en tout cas, selon [@fx_pietri](#) dans [#LaMatinaleLCI](#).
pic.twitter.com/bB3XvWX58P

— LCI (@LCI) [March 20, 2020](#)

Fin des 35 heures dans certains secteurs.

Devant les sénateurs, Muriel Pénicaud a également abordé le sujet de la durée hebdomadaire du travail : *"Sur la durée du travail, il faut aider les 99 secteurs qui en ont besoin"*. La future loi prévoit en effet... de permettre à un certain nombre d'entreprises de déroger aux 35 heures. L'article 7 de la réforme dispose en effet que le gouvernement pourra, par ordonnance, *"permettre aux entreprises de secteurs particulièrement nécessaires à la sécurité de la Nation ou à la continuité de la vie économique et sociale de déroger aux règles d'ordre public et aux stipulations conventionnelles relatives à la durée du travail, au repos hebdomadaire et au repos dominical"*. Quels seront ces secteurs dans lesquels les 35 heures pourront bientôt disparaître ? La ministre a donné de très faibles précisions : *"Il peut s'agir de l'alimentation, de la production de matériel médical par exemple"*. Pour le reste, un "décret" listera les métiers concernés. On constate par ailleurs que la remise en cause des droits aux congés payés concerne, elle, toutes les entreprises du pays.

Dans le *Figaro*, un représentant du ministère du Travail confirme que les salariés seront sollicités pour permettre à l'activité économique du pays de repartir : *"On demandera un effort raisonnable à chacun dans ce moment qui restera dans les livres d'histoire"*. Soit, mais jusqu'à quand ? Un élément en particulier interroge : entre l'avant-projet de réforme, diffusé officieusement auprès de certains médias en début de semaine, et que *Marianne* avait pu consulter, et le projet de loi qui entrera bientôt en vigueur, ces mesures graves ont perdu leur caractère "provisoire". Cela signifie concrètement que la nouvelle loi s'appliquera... jusqu'à nouvel ordre, et non pas jusqu'à une date limite.

Tiens, tiens, entre l'avant-projet de loi et le projet de loi dit "urgence coronavirus" déposé devant le Parlement, le mot "provisoire" a été retiré de l'article qui permet de revenir sur des acquis sociaux comme les congés payés pic.twitter.com/RwTmCJlKT1
— Etienne Girard (@girard_etienne) [March 19, 2020](#)

"Il faut fixer des limites"

Les sénateurs socialistes ont bien tenté d'amender ce dispositif. Ils ont proposé que les ordonnances permettant notamment ces remises en cause d'acquis sociaux cessent d'être valides au 1er avril 2021. *"On nous assure que les mesures qui seront prises sont exceptionnelles. Très bien, mais à condition qu'elles ne puissent rester en vigueur une fois la crise finie (...) Il y a beaucoup d'exemples de dispositions exceptionnelles devenues pérennes. Il faut fixer des limites"*, a exposé l'ex-ministre Jean-Pierre Sueur. Il lui a été adressé une fin de

non-recevoir. *"Par nature, les mesures à l'article 7 sont limitées à la durée de la crise sanitaire. Avis défavorable"*, a rétorqué Muriel Pénicaud. Le sénateur LREM Alain Richard a abondé, en expliquant qu'on ne pouvait prévoir à l'avance quand ces réformes auront perdu leur justification : *"Il y aura forcément une transition. Bien malin qui pourrait dire quand l'utilité de chaque modification prendra fin"*.

Le fait que le gouvernement procède par ordonnances n'aura pas ailleurs aucun impact. En théorie, une ordonnance qui n'a pas été ratifiée par le Parlement est caduque. On aurait pu imaginer que le gouvernement renonce à demander la ratification des mesures "anti-acquis sociaux", mais il n'en sera probablement rien, pour une question de délai. Ces ordonnances, qui devront être prêtes d'ici au mois de juin au plus tard, mais sans doute beaucoup plus tôt vu l'urgence invoquée par le gouvernement, doivent ensuite être ratifiées par le Parlement sous deux mois. A cette date, il y a peu de chances que le gouvernement considère le pays comme définitivement sorti de la crise...

Si le gouvernement a expliqué oralement qu'aucune des dispositions de l'article 7 *"n'a vocation à être pérenne"*, ce sera donc bien le cas, jusqu'au vote éventuel d'une nouvelle loi. D'ailleurs, Emmanuel Macron a fait savoir, dans son allocution de ce lundi, que la crise allait imposer un grand virage politique : *"Beaucoup de certitudes, de convictions seront balayées (..) Je saurai aussi avec vous en tirer toutes conséquences, toutes les conséquences"*. Formule énigmatique qui laisse ouverts plusieurs scénarios. En commission des Finances à l'Assemblée nationale, ce jeudi 19 mars le rapporteur général Laurent Saint-Martin (LREM), a expliqué, en réponse à un amendement du député Alexis Corbière (France Insoumise) qu'un grand débat économique devra avoir lieu prochainement : *"Ce sera un vrai débat intéressant de savoir les conséquences à tirer des modèles économiques et sociaux, au moment du plan de relance. (..) Là-dessus, je vous rejoins et j'espère qu'on aura des débats fructueux"*. En même temps, le rapporteur a écarté toutes les propositions d'instituer une fiscalité plus redistributive. Comme un symbole de la ligne ambiguë qui sert de guide aux macronistes depuis le début de la crise.

« Les connards qui nous gouvernent »

par Frédéric Lordon, 19 mars 2020



Jan Matejko. — « Stańczyk », 1862.

Bien sûr ça n'est pas moi qui le dis — ça non. C'est Claude Askolovitch. Plus exactement, Claude Askolovitch rapporte les propos d'un [« ami pneumologue »](#). En même temps, on sent qu'il les endosse un peu. Ça n'est pas exactement lui qui le dit mais un peu comme si quand même. En tout cas, tous les papiers de la respectabilité sont dûment tamponnés : un journaliste de France Inter et d'Arte, on pourra difficilement plus en règle. Et donc tout d'un coup, sans crier gare, le voilà qui parle, ou laisse parler, de nos gouvernants comme de « connards ».

On se demande ce qui l'a piqué — en même temps il faut admettre : quand une vidéo appelée à demeurer dans la mémoire collective montre Agnès Buzyn, ci-devant ministre de la santé, déclarer fin janvier qu'évidemment le virus restera à Wuhan et qu'il n'y a aucune chance que nous en voyions jamais la couleur ; quand, jusqu'au 12 mars après-midi, le ministre Blanquer assène qu'il n'y a aucune raison de fermer les écoles (moi aussi, comme Claude Askolovitch, j'ai un ami : dans la classe de sa fille, sept cas positifs, mais pourquoi embêter les

parents avec d'inutiles soucis de garde ?), et que le soir même la fermeture générale est annoncée ; quand, dans un [tweet](#) à ranger sur la même étagère que la vidéo de Buzyn, Macron, comme un hipster du 11^e arrondissement qui aurait fait l'atelier poésie au collège, nous invite — le 11 mars — : « *Nous ne renoncerons à rien, surtout pas à rire, à chanter, à penser, à aimer, surtout pas aux terrasses, aux salles de concert, aux fêtes de soir d'été, surtout pas à la liberté* », pour le 12 fermer les écoles, le 14 laisser son premier ministre annoncer un début de confinement général, et le 16 morigéner la population qui continuait sur la lancée de l'exemple qu'il lui donnait depuis des semaines ; quand on se remet sous les yeux le tableau d'ensemble de ces ahurissements, on se dit en effet que tous ces gens se sont fait prendre soit par surprise, soit par connerie. Et que l'hypothèse de la surprise étant à l'évidence exclue, il ne reste que celle de la connerie — qui n'est pas une surprise.

Mais l'établissement des archives ne serait pas complet si l'on n'y ajoutait cette séquence, éloquente et synthétique entre toutes, de l'intervention de Martin Hirsch, directeur de l'AP-HP [au journal de France 2](#) samedi soir : « *Je supplie l'ensemble des Français d'appliquer les mesures annoncées* ». Martin Hirsch, passé sans transition de la démolition à la supplication.

On s'est beaucoup moqué des soviétiques, de Tchernobyl et du socialisme réel, mais vraiment, le capitalisme néolibéral devrait prendre garde à ne pas faire le malin

La Supplication, c'est le titre d'un livre de Svetlana Alexievitch. Sur la catastrophe de Tchernobyl. Et c'est vrai qu'il y a du Tchernobyl dans l'air. Il va y avoir des « nettoyeurs ». C'est le nom qu'on donnait aux sacrifiés, ceux qu'on envoyait muni d'un linge sur la bouche et d'une paire de bottes, pelleter les gravats vitrifiés de radioactivité. Une aide-soignante sur Twitter publie le patron qui circule pour fabriquer « soi-même à la maison » des masques avec du tissu. On s'est beaucoup moqué des soviétiques, de Tchernobyl et du socialisme réel, mais vraiment, le capitalisme néolibéral, qui a déjà oublié son Three Mile Island et son Fukushima, devrait prendre garde à ne pas faire le malin. À l'hôpital en France en 2020, il y a pénurie de gel et de masques pour le personnel soignant — alors que des fractions considérables de la population devraient y avoir accès. Et l'on n'a sans doute encore rien vu : que se passera-t-il d'ici quelques semaines quand les hospitaliers laissés démunis, contaminés, vont commencer à tomber comme des mouches, et toute la structure du soin menacer de s'effondrer sur elle-même, les soignants devenant à-soigner — mais par qui ? Mais zéro-stock, zéro-bed : c'était la consigne efficace des *lean-managers* — les zéro-managers. À qui ne reste plus que la supplication.

Il y a les zéro-managers et, donc, il y a les epsilon-journalistes : ceux qui commencent à crier aux « connards » quand la catastrophe est là. C'est-à-dire un peu tard. D'autres gens criaient aux « connards », depuis longtemps même, mais, Dieu toute cette radicalité ! Toute cette *violence* ! La démocratie c'est le débat apaisé et loin des extrêmes (qui se touchent). À France Inter, sur Arte, au *Monde* et à *Libération*, la raison est le nom de la mission : la violence, c'est pour la populace bornée en ses passions jaunasses, ou les fous furieux de « l'ultra-gauche ». Et puis tout d'un coup, un jour : « connards ».

Le problème avec les grandes catastrophes — financières, nucléaires, sanitaires — c'est qu'il vaut mieux les avoir vues venir de loin. C'est-à-dire avoir pris le risque de gueuler « connards » quand tout allait bien, ou plutôt quand tout *semblait* aller bien — alors que le désastre grossissait dans l'ombre.

L'armement, et le [réarmement permanent de la finance](#), donc des crises financières, y compris après celle de 2007 : connards. La destruction de l'école, de l'université et de la recherche (notamment sur les coronavirus, quelle ironie) : connards. La démolition de l'hôpital public : ah oui, là, sacrés connards. Le surgissement des flacons de gel désinfectant dans les bureaux de vote quand même les personnels soignants en manquent : hors catégorie.

On peut jouer « l'immunité de groupe » avec la grippe saisonnière, par exemple, mais pas avec la peste. Où est le coronavirus entre les deux ?

Enfin « hors catégorie », c'est vite dit. Car, sur le front des connards aussi, la concurrence non faussée est féroce. Le Royaume-Uni, qui a les mêmes à la maison, est en train de découvrir la légère boulette de sa première stratégie basée sur la construction d'une « immunité de groupe » — soit, dans la perspective d'une épidémie récurrente, laisser délibérément infecter 50 à 60 % de la population pour y distribuer largement la formation d'anticorps, en vue de « la fois d'après ». Or, on peut jouer « l'immunité de groupe » avec la grippe saisonnière, par exemple, mais pas avec la peste. Où est le coronavirus entre les deux ? Un peu trop au milieu semble-t-il. Suffisamment en tout cas pour que jouer la « propagation régulée », au lieu du *containment* rigoureux, finisse par se solder en centaines de milliers de morts — 510 000 dans le cas britannique selon les estimations d'un [rapport de l'Imperial College](#). Ici la philosophie conséquentialiste (1) a la main lourde, et l'esprit de sacrifice généreux — mais pour les autres, comme toujours.

Or l'organe complotiste de la gauche radicale, *Le Figaro*, nous [apprend](#) qu'il y a bien des raisons de penser que la première réponse du gouvernement français a été fortement imprégnée, sans le dire évidemment, de la stratégie sacrificielle

de « l'immunité de groupe » — « certes, il y aura bien quelques morts, mais enfin c'est pour le salut futur de la collectivité ». Vient le moment où, à Paris et à Londres, on s'aperçoit que « quelques morts », ça va plutôt faire une montagne de morts. De là le passage un peu brutal de la poésie collégienne au confinement armé. De là également la légitime question de savoir à combien ça nous met sur l'échelle Richter ouverte de la connerie gouvernante.

On comprend, dans de telles conditions de fragilité morale, que le gouvernement ait besoin d'en appeler à la « guerre » et à « l'union nationale ». C'est qu'autoriser le moindre départ de contestation menace de tourner en incendie général. Au vrai, la solidarité dont Macron fait ses trémolos zézayants, et qui est en effet très impérieuse, n'entraîne nullement d'être solidaire *avec lui* — juste : entre nous. Dans ces conditions, rien n'est ôté du devoir de regarder et de la liberté de dire : « connards », s'il s'avère.

Mais le monde social est comme un grand système d'autorisations différentielles. Les droits à dire, et surtout à être entendu, sont inégalement distribués. Ce qui est dit compte peu, et qui le dit beaucoup. Par exemple, avertir aux « connards » tant que France Inter dit que tout va bien est irrecevable. Il faut que France Inter passe en mode « connards » pour que « connards » puisse être dit — et reçu. On a bien compris qu'ici France Inter était une métonymie. La métonymie du monopole epsilon-journaliste. Qu'on ne dessille que le nez sur l'obstacle. Mais alors hilarité garantie : en cette matinée de premier tour des municipales, CNews [nous montre](#) Philippe Poutou votant à Bordeaux où il est candidat, et l'on manque de tomber à la renverse en entendant la voix de commentaire rappeler que « *Philippe Poutou représente un parti dont le slogan a été longtemps "Nos vies valent plus que leurs profits", et je trouve que ce que nous vivons en ce moment est la mise en œuvre de ce principe* ». Voilà, voilà. Ils étaient si drôles ces trostkystes avec leurs slogans, eh bien, justement, venus du fond de l'URSS de Tchernobyl (ânerie historiographique de première, mais c'est comme ça que ça se range dans une tête de journaliste). Ils étaient si drôles. Et puis voilà qu'ils ont raison. On dit les trotskystes, mais là aussi c'est une métonymie — symétrique du monopole d'en-face.

En-face, précisément, à part cette drôlerie, rien ou presque. Claude Askolovitch n'est pas France Inter — il le sera quand, ès qualités et en son nom propre, il dira « connards » *au micro*, même de la part d'un « ami », plutôt que sur son compte personnel de Twitter. À *Libé*, on était il y a peu encore [secoué de sarcasmes](#) à l'idée qu'on pouvait faire argument du krach boursier contre la réforme des retraites — ces Insoumis.... Au *Monde*, toute mise en cause

d'ensemble du néolibéralisme dans la situation présente vaut éructations excitées [au « Grand soir »](#).

Mais le propre des grandes crises, comme situations à évolutions fulgurantes, c'est que les opinions aussi connaissent des évolutions fulgurantes. Par exemple, à quelques jours de distance, on reprendrait volontiers le sentiment de Lilan Alemagna que la connexion krach/réforme des retraites [faisait tant rire](#). Ou celui d'Abel Mestre maintenant qu'il a pris connaissance des articles de son propre journal sur les projections de mortalité et la situation progressivement révélée de l'hôpital, manière de voir [comment il apprécie](#) le degré de changement qu'il faut faire connaître à l'ordre social présent. L'ordre social qui donne du « héros » en verroterie symbolique aux personnels hospitaliers, mais leur fait envoyer des mails leur expliquant qu'une infection au coronavirus ne sera pas reconnue comme maladie professionnelle (des fois qu'entre deux gardes ils aillent se déchirer en discothèque) ; celui qui par la bouche de [Martin Hirsch](#) — encore — traite de « *scrogneugneu* » les médecins et infirmières qui ont dénoncé l'agonie matérielle de l'hôpital (présidée par lui), et ceci au moment même où il demande aux personnels retraités de venir reprendre le collier aux urgences, c'est-à-dire de rejoindre leurs collègues tous déjà positifs, Tchernobyl-style ; celui qui célèbre l'éthique du service public il-y-a-des-choses-qu'on-ne-peut-pas-confier-à-la-loi-du-marché, mais maintient le jour de carence pour ses agents malades ; celui qui sort les vieux à toute force dans l'espoir de sécuriser les majorités municipales du bloc bourgeois (©) ; celui qui produit des personnages aussi reluisants que, mais ça alors ! de nouveau Martin Hirsch — décidément à lui seul la synthèse ambulante du régime —, expliquant sur France Inter à des interviewers pourtant pas feignants de l'encensoir mais cette fois un peu estomaqués, qu'il y a des réanimations qui, que, comment dire... durèrent très longtemps, des deux trois semaines, alors que eh bien à la fin ça se termine plutôt mal, et du coup elles n'ont pas servi à grand-chose (les réanimations), en fait à rien, qu'on pourrait peut-être songer à débrancher un peu plus tôt, vu qu'il s'agirait de libérer le lit rapidement, rapport à *zero-bed*. Et maintenant, [verbatim](#) : « *Lorsque les réanimateurs jugeront que la réanimation n'a pour effet que de prolonger que de huit jours, ils feront le rationnel (sic) de ne pas se lancer dans une réanimation dont la conclusion est déjà connue* ». Mais le verbatim, c'est encore trop peu, il manque le bafouillement caractéristique de celui qui dit une monstruosité, un truc obscène, imprésentable, en sachant qu'il dit une monstruosité, un truc obscène, imprésentable. Parce que juger « d'une réanimation dont la conclusion est déjà connue », c'est, comme qui dirait, et d'ailleurs comme dit Ali Baddou, une

« *responsabilité terrible* ». À quoi Hirsch répond, du tac au tac, que « *la responsabilité terrible, c'est effectivement d'en faire le plus possible, d'être hyper-organisés, de convaincre les autres qu'il faut se mobiliser à fond* » — au cœur de la question qui venait de lui être posée donc. Car on n'avait pas bien compris de quoi la responsabilité terrible est la responsabilité terrible : c'est de se serrer les coudes et d'être « mobilisés à fond » ! Disons, les choses : contre *tout ça*, la proposition de tout renverser et de tout refaire qui, sous le nom-épouvantail de « Grand soir » effraye tant Abel Mestre, est finalement des plus modérées, en fait minimale.

On planquera d'autant moins les morts que les médecins disent depuis des mois l'effondrement du système hospitalier, et que la population les a entendus

Mais le propre de tous les propagandistes de l'ordre présent, c'est que le sens du dégoûtant ne leur vient que tardivement — s'il leur vient. On ne sait jamais vraiment jusqu'où les dominants doivent aller pour leur arracher un début de revirement, un commencement d'interrogation *globale*. Mais peu importe : les « interrogations globales », d'autres qu'eux se les posent, plus nombreux et, le temps passant, de moins en moins calmes. Jusqu'ici, les morts du capitalisme néolibéral, entre amiante, scandales pharmaceutiques, accidents du travail, suicides France Télécom, etc., étaient trop disséminés pour que la conscience commune les récapitule sous un système causal d'ensemble. Mais ceux qui arrivent par wagons, on ne les planquera pas comme la merde au chat. On les planquera d'autant moins que les médecins disent depuis des mois l'effondrement du système hospitalier, et que la population les a entendus. De même qu'elle commence à comprendre de qui cet effondrement est « la responsabilité terrible ». L'heure de la reddition des comptes politiques se profile, et elle aussi risque d'être « terrible ».

En réalité, une pandémie du format de celle d'aujourd'hui est le test fatal pour toute la logique du néolibéralisme. Elle met à l'arrêt ce que ce capitalisme demande de garder constamment en mouvement frénétique. Elle rappelle surtout cette évidence qu'une société étant une entité collective, elle ne fonctionne pas sans des constructions collectives — on appelle ça usuellement des services publics. La mise à mort du service public, [entreprise poursuivie avec acharnement](#) par tous les libéraux qui se sont continûment succédés au pouvoir depuis trente ans, mais portée à des degrés inouïs par la clique Macron-Buzyn-Blanquer-Pénicaud et tous leurs misérables managers, n'est pas qu'une *mise à mort institutionnelle* quand il s'agit du service public *de la santé* — où les mots retrouvent leur sens propre avec la dernière brutalité. En décembre

2019, une [banderole d'hospitaliers manifestants](#) disait : « L'État compte les sous, on va compter les morts ». Nous y sommes.

Pour l'heure on dit « connards », mais il ne faut pas s'y tromper : c'est peut-être encore une indulgence. Qui sait si bientôt on ne dira pas autre chose.

En fait, tout ce pouvoir, s'il lui était resté deux sous de dignité, aurait dû endosser le désastre déjà annoncé en face du public, reconnaître n'avoir rien compris ni à ce que c'est que vivre en collectivité ni à ce que l'époque appelle. Dans ces conditions, il aurait dû se rétrograder au rang de serviteur intérimaire, de fait en charge de la situation, pour annoncer qu'il se démettrait sitôt la crise passée. Tout le monde a compris que ça n'est pas exactement ce chemin que « ceux qui nous gouvernent » ont l'intention d'emprunter. Disons-leur quand même que, sur ce chemin, ils seront attendus au tournant.

Réfléchir, agir, prévoir

Publié le 20 mars 2020 sur mars-infos.org



L'emballement de la situation actuelle laisse penser que les événements qui vont arriver seront décisifs pour notre liberté. L'État nous a montré sa toute puissance, ainsi que le peu d'intérêt qu'il nous porte. Si nous ne réagissons pas, les conséquences se feront sentir sur nos vies, nous n'aurons que ce que nous prendrons. Comme en 2008, la marchandisation et le secteur privé tenteront de s'étendre au maximum, aidés par l'État et son pantin actuel.

Réfléchir

Rien de plus dur que dans une situation de stress, où nos vies, ou celles de personnes qui nous sont chères peuvent être en danger et où l'état referme l'étau qui lui sert à tenir en place, de réfléchir sereinement. C'est pourtant une chose que l'on devra savoir faire si l'on souhaite vivre, un jour, sans médiation avec le monde. Il nous faudra donc, chacun.e à notre façon, être capable de ne pas nier les risques de la situation actuelle, comme des futures (économique et sociale), ainsi que leurs liens entre elles, sans toutefois céder à la panique et tomber dans l'anxiété ambiante, savoir évacuer le stress auquel nous sommes tous et toutes soumis.e.s, tout en sachant assimiler les informations nécessaires pour une réaction appropriée.

En l'état actuel des choses nous en sommes donc remis.es à écouter les professionnel.les de santé sur les précautions à prendre et les comportements à

adopter. Bien que cela puissent être politiquement condamnable de par la soumission envers un corps social spécifique, nous n'avons pas les moyens d'accès aux connaissances nécessaires permettant à chaque individu d'agir librement. Cette situation questionne notre rapport à l'autorité, et plus spécifiquement celle qui a été nommée par le passé comme « légitime », celle de la personne qui sait sur la personne qui ne sait pas. Bien que le terme légitime est, pour moi, critiquable, la question reste de savoir « Comment permettre à chaque individu d'être libre d'agir en société, alors même que nous ne serons jamais capable de tout connaître de notre propre situation ? »

La réponse se trouvera dans les institutions de contre-pouvoir que nous mettrons en place, mais tant que cette question ne sera pas plus avancée au sein du milieu révolutionnaire, nous ne pourrons que nous remettre à un corps social spécifique, ici les soignant.e.s et autres professionnel.les de la santé. Cette question permettra d'élucider deux problèmes, l'un individuel qui est de permettre à chaque individu.e de ne pas se retrouver démuni.e devant une situation, l'autre collectif qui est d'agir à grande échelle en dehors de l'État, et cela même si une partie de nos actes sont ce qui est demandé par l'État. Quels moyens mettre en place pour penser de façon sereine en étant le moins possible pollué par le discours étatique et donc autoritaire ?

Agir

Une fois l'ascenseur émotionnel et la réflexion passés, il faudra agir chacun.e en fonction de notre éthique, seule l'individualité peut permettre d'agir librement. Dans la période actuelle, nous avons la chance de ne pas être les premier.e.s face au problème, nous pouvons nous inspirer de ce qui a déjà été mis en place dans les autres pays. Trois axes semblent avoir été dégagés pour l'instant :

- la solidarité : [l'organisation de réseaux de solidarité](#) directs pour les personnes isolées, distribution de nourriture, aide aux personnes ne parlant pas français ou les plus isolées à circuler, aide aux soignant.e.s pour la garde des enfants et une forte attention sur la véracité des informations transmises que ça soit par internet ou IRL
- la prévention : par la lutte, et actuellement [la grève et le droit de retrait](#), forcer le gouvernement à protéger toute personne pouvant être contaminée et donc l'indemniser, que ça soit avec l'argent de l'Etat ou des entreprises ceci n'est pas notre problème, afin que la vie des travailleur.euses ne souffre d'une crise créé par le capital

- l'amusement : afin que cette période bizarre ne soit pas un traumatisme pour certain.es d'entre nous, l'amusement reste le meilleur des remèdes.

Nous n'aurons pas de réponse toute faite face à l'épidémie et à la réaction de l'État. Les réponses seront à trouver par nous même en fonction de nos situations locales, et leurs évolutions. Les réponses à trouver ne doivent pas être des solutions spécifiques au confinement et l'épidémie, mais doivent s'ancrer dans les dynamiques globales en cours, la contre-révolution libérale et les agitations populaires récentes, s'appuyer sur ce qui a été créé les derniers mois, et les renforcer.

Prévoir

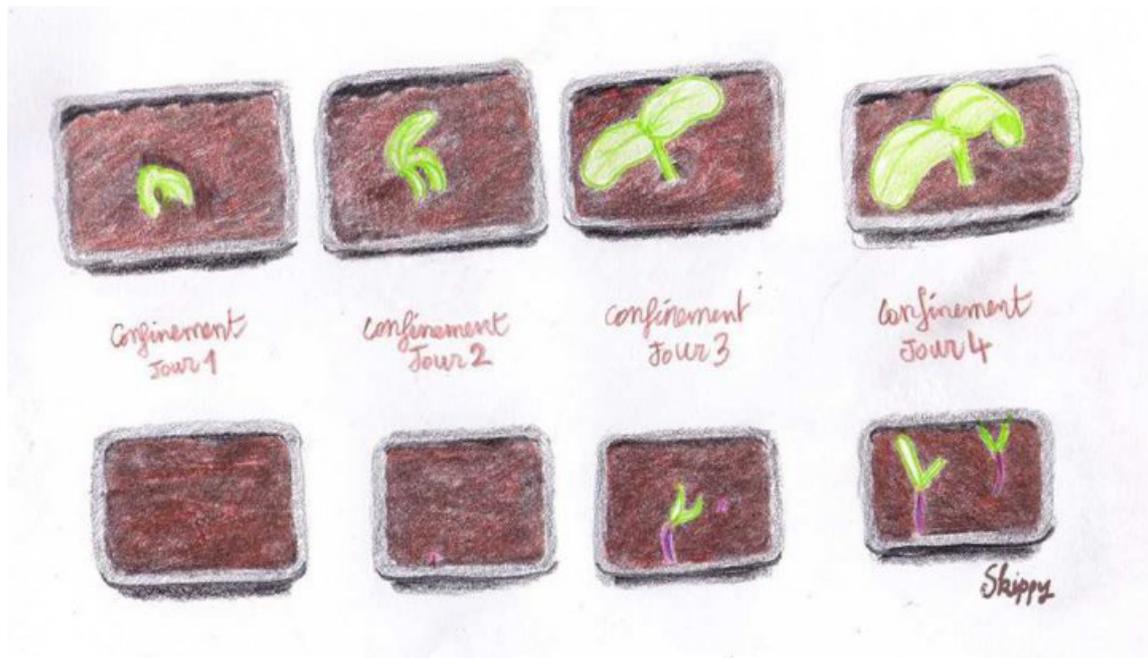
Nos actions dans ces temps conditionneront les situations dans lesquelles nous serons plus tard. Cet état d'exception n'est pas un moment extérieur de ce qui se passait avant, ni de ce qui se passera plus tard, mais bien une continuité. Il me semble y avoir deux enchaînements possibles, soit l'Etat se retrouvera renforcé et parviendra à faire croire que sa gestion a été suffisante, soit il en sortira amoindri, et des comptes devront être rendus. Au vu de la situation sociale précédant l'épidémie, il semble important de ne pas faire confiance à l'Etat, lui montrer qu'il n'a aucune légitimité à gérer nos vies, pour permettre à un maximum de personne de s'en détacher. Les hôpitaux ont d'ores et déjà ouvert la voie avec la phrase, reprise sur les réseaux sociaux : « Vous pouvez compter sur nous, mais l'inverse reste à prouver ».

Les contestations ne doivent clairement plus s'arrêter aux retraites, mais bien penser un système social que l'on souhaite et l'imposer, mettre Macron et ses prédécesseurs face à leur responsabilité d'avoir créé la situation que l'on connaît actuellement, par l'organisation mondiale qui a permis au virus de se développer de cette façon et notre incapacité à ravitailler en matériel de soin, par la destruction des organismes de santé publics, rendant les conséquences bien plus graves qu'elles n'auraient pu l'être.

La prochaine étape sera de faire face à l'écrasement social qui sera la conséquence de la crise économique qui a déjà eu lieu. Nous avons été incapables de faire face à la précédente crise, les États, les organisations transnationales et les entreprises l'ont même utilisé afin de privatiser encore plus d'espaces et de secteurs alors même que le problème venait du secteur privé. L'avenir semble encore bien incertain pour pouvoir imaginer des actions, mais l'internationalisme sera sûrement notre meilleure option afin de faire face à la prédation privée et au repli communautaire et nationaliste qui essayeront de gagner du terrain dans cette situation trouble.

À l'union nationale, nous préférons l'entraide nationale

21 mars 2020 / [Reporterre.net](https://reporterre.net)



L'entraide et l'auto-organisation doivent fleurir en période de confinement, affirment les signataires de cette tribune, pour que le néo-libéralisme ne reprenne pas ensuite sa domination comme avant.

Cette tribune est publiée simultanément sur plusieurs médias indépendants, Ballast, Bastamag, Lundi Matin, Mediapart, Politis et Terrestres.

Depuis une semaine la France est entrée dans une nouvelle réalité vertigineuse. Le Covid-19 n'est plus une « *petite grippe* », selon nos gouvernants, mais la « *pire crise sanitaire depuis un siècle* ». Un choc intime qui nous fait trembler pour nos proches et toutes les personnes particulièrement fragiles. Une secousse géopolitique qui fait s'effondrer la mondialisation néolibérale comme un château de cartes. 2019 avait été une année d'incendies ravageurs en Australie, Amazonie et ailleurs, et d'immenses soulèvements populaires. 2020 a d'ores et déjà les traits d'une paralysie totale, une crise systémique majeure.

Cette pandémie achève de rendre irrespirable la vie dans un système politique et économique délirant, néfaste, mais surtout inutile au moment où un immense besoin de soin se fait sentir. Après être resté attentiste pendant un mois et demi, Emmanuel Macron a promis, pour ne pas perdre la face, que « *l'État paiera [...] quoi qu'il en coûte* ». La « *mobilisation générale* » est décrétée. « *Nous sommes en guerre* », paraît-il, contre un « *ennemi invisible* ».

« L'entraide que nous construisons n'est pas l'auxiliaire d'un État néolibéral défaillant »

Face à cette rhétorique militariste, nous affirmons une autre logique. À « *l'union nationale* », nous préférons l'entraide générale. À la guerre, nous opposons le soin, de nos proches jusqu'aux peuples du monde entier et au vivant. En France, comme dans les autres pays, nous allons tenir ensemble pour faire face à l'épidémie. Nous allons transformer l'isolement imposé en immense élan d'auto-organisation et de solidarité collective.

Avec nos voisin.e.s, nos ami.e.s, nos familles, nos proches, nos collègues ; dans nos immeubles, nos rues, nos quartiers, nos villes et nos villages ; notamment en utilisant les réseaux sociaux, nous allons construire l'entraide à la base. Pour aider les plus fragiles qui ne peuvent pas sortir à obtenir de la nourriture. Pour garder les enfants de celles et ceux qui doivent continuer de travailler. Pour partager des informations vérifiées sur la situation. Pour se donner des nouvelles et se reconforter dans cette situation déchirante. Pour soutenir les plus précaires dans leurs luttes pour vivre. Pour faire face à une crise économique, bancaire et financière qui s'annonce dévastatrice malgré les annonces faussement rassurantes des banques centrales. En restant chez nous pour le moment, mais dans la rue dès que possible.

Face à l'ampleur du bouleversement, même Emmanuel Macron appelle à « *innover dans la solidarité* ». Mais nous ne sommes pas dupes du fameux « *en même temps* » : l'entraide que nous construisons n'est pas l'auxiliaire d'un État néolibéral défaillant. Elle ne sera pas le cheval de Troie d'une future « *stratégie du choc* » à base de télétravail, de « *volontariat citoyen* » dans des services publics détruits, et de poursuite dans la destruction des acquis sociaux au nom de « *l'état d'urgence sanitaire* ».

Notre solidarité est celle du peuple, de ceux d'en bas, qui se serrent les coudes pour survivre et pour vivre dignement. Elle n'a rien à voir avec celle des élites mondiales – facilement dépistées, elles -, qui se retranchent dans leurs palais dorés, protégés et désinfectés pendant que les soignant-e-s sont « *au front* » sans moyens et fabriquent leurs propres masques de protection en prenant tous les risques.

Pendant que les travailleurs sociaux et les institutrices gardent leurs enfants, sans consigne officielle pour se protéger, s'exposant à une contamination. Pendant que les plus précaires, les sans-logis, sans papiers, sans réseaux sociaux, les intérimaires sans chômage partiel, les « *indépendants* » contraints au travail en danger ou sans activité, seront encore plus frappé.e.s par la crise.

Pendant que les « *déjà confiné.e.s* », les migrant.e.s enfermés en centres de rétentions et les prisonnier.e.s voient leur situation encore aggravée. Pendant que les habitant.e.s des quartiers populaires et les personnes racisé.e.s sont parmi les premier.e.s visé.e.s par la répression liée au confinement.

« Nous jouons notre vie pendant qu’eux gèrent l’économie »

Jamais l’alternative n’a été si claire, le scandale si palpable : nous jouons notre vie pendant qu’eux gèrent l’économie.

L’entraide que nous allons construire s’inscrit dans le sillage du soulèvement des peuples partout dans le monde au cours des derniers mois, du Chili au Liban, de l’Algérie au Soudan. Cette vague a répandu sur la planète la nécessité de mettre nos corps en jeu. Le Covid-19 rend indispensable, pour l’heure, leur confinement. Mais révoltés ou confinés, nous mourrons d’un système qui recherche le profit et l’efficacité et pas le soin, le pouvoir et la compétition et pas l’entraide.

Cette épidémie ravageuse n’est pas une simple réalité biologique. Elle est amplifiée par les politiques néolibérales, la destruction méthodique de l’hôpital et de l’ensemble des services publics. Si ce virus tue autant, c’est aussi parce qu’il n’y a plus assez de soignant.e.s et de lits, pas assez de respirateurs ou parce que l’hôpital tend à devenir une entreprise à flux tendu. Et si nous applaudissons chaque soir à 20h les soignant.e.s, c’est aussi pour contenir notre colère contre les gouvernants qui savaient que la tempête arrivait depuis deux mois sans rien faire.

Nous appelons donc à renforcer la solidarité et l’auto-organisation pour faire face à la pandémie et la crise systémique, partout où c’est possible, sous toutes les formes imaginables, tout en respectant la nécessité absolue du confinement pour freiner la propagation. Plus particulièrement, nous appelons à rejoindre le réseau de solidarité auto-organisé [#COVID-ENTRAIDE FRANCE](#) qui se constitue dans des dizaines de lieux depuis une dizaine de jours. Nous invitons à créer des groupes d’entraide locaux en ligne et sur le terrain, de notre hameau à notre village, de notre immeuble à notre ville. Nous appelons à recenser les centaines d’initiatives qui se créent à travers [une cartographie collaborative](#).

« Il y aura des responsables à aller chercher, des comptes à rendre, des plaies à réparer et un monde à construire »

Ne restons pas sidéré.e.s face à cette situation qui nous bouleverse, nous enrage et nous fait trembler. Lorsque la pandémie sera finie, d’autres crises viendront. Entre temps, il y aura des responsables à aller chercher, des comptes à rendre,

des plaies à réparer et un monde à construire. À nous de faire en sorte que l'onde de choc mondiale du Covid-19 soit la « crise » de trop et marque un coup d'arrêt au régime actuel d'exploitation et de destruction des conditions d'existence sur Terre. Il n'y aura pas de « sortie de crise » sans un bouleversement majeur de l'organisation sociale et économique actuelle.

Il y aura un avant et un après. Nous sommes pour l'instant confiné-e-s, mais nous nous organisons. Et, pour sûr, nous reprendrons les rues, les jardins, les outils de travail, les moyens de communication et les assemblées, ensemble.

La stratégie du choc doit s'inverser. Cette fois-ci le choc ne servira pas à affermir le contrôle, le pouvoir central, les inégalités et le néolibéralisme, mais à renforcer l'entraide et l'auto-organisation. À les inscrire dans le marbre.

• **Appel à signature** : (lien vers l'appel hébergé sur le site <https://covid-entraide.fr> à venir, nous vous le renverrons dans la soirée ou demain matin)

• **Premiers signataires**

Des participant-e-s du réseau de solidarité #Covid-Entraide France // Corinne Morel-Darleux, chroniqueuse écosocialiste // Pablo Servigne, chercheur in-terre-dépendant // Éric Beynel, délégué général de Solidaires // Isabelle Cambourakis, éditrice // Yves Cochet, président de l'institut Momentum // Pierre Khalfa, économiste, Fondation Copernic // Dominique Méda, directrice de l'Irisso // Catherine Zambon, autrice // Cyril Dion, réalisateur // Patrick Farbiaz, cofondateur du collectif Pour une Écologie populaire et sociale (PEPS) // Virginie Maris, philosophe // Dominique Méda, sociologue // Baptiste Monsaingeon, sociologue. // Johan Badour, éditeur // Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac // Raphaël Pradeau, porte-parole d'Attac // Maximes Combes, porte-parole d'Attac // Miguel Benasayag, philosophe // François Cusset, philosophe // Dominique Bourg, philosophe // Jean Gadrey, économiste // Samuel Hayat, politologue // Serge Quadruppani, écrivain // Nathalie Quintane, écrivaine // Sezin Topçu, sociologue // Alain Damasio, écrivain // Jérôme Baschet, historien // Josep Rafanell i Orra, psychologue et écrivain. // Sarah Kilani, médecin anesthésiste-réanimatrice // Stéphane Lavignotte, théologien // Élise Lowy, cofondatrice de PEPS // « L'1consolable », rappeur // Kolin Kobayashi, journaliste in-terre-dépendant // Jean-Jacques Delfour, philosophe // Gauthier Chapelle, chercheur in-Terre-dépendant et co-auteur // Paul Ariès, politologue, // Dénètem Touam Bona, écrivain-artiste // Vincent de Gaulejac, président du réseau international de sociologie clinique // François Jarrige, enseignant-chercheur en histoire : idem au DESSUS // Arnaud Muysen, médecin à Lille // Anne Thebaud Mony, sociologue // Jacques Fradin, économiste // Laure Noualhat, documentariste // Pierre André Juven, sociologue de la santé

Lettre aux écrivains bourgeois qui nous refourguent leur journal du confinement

Jeudi 19 mars 2020 Par [Félix Lemaître](#)

Chers collègues de scribouillage,



LEÏLA SLIMANI

le temps n'est pas aux octogones sans règle et loin de moi l'idée de rajouter une couche de bile sur la tartine de merde qu'est notre vie à tous en ce moment. C'est juste qu'après ma *morning routine*, à base de crise d'angoisse et de Chocapic, je suis tombé sur le journal du confinement de [Leïla Slimani dans Le Monde](#) depuis sa maison de campagne, et y a deux-trois petits trucs qui m'ont chagriné. Ça m'a donné envie de vous conseiller des gestes barrière à vous imposer pour que vous évitiez de creuser nos ulcères et que le peuple ne se raboule avec des torches en bas de vos résidences secondaires une fois que tout ce barouf sera fini, s'il finit un jour.

"Cette nuit, je n'ai pas trouvé le sommeil. Par la fenêtre de ma chambre, j'ai regardé l'aube se lever sur les collines." Voilà comment commence votre texte, Leïla. Ce n'est peut-être qu'un paysage pour vous, mais pour d'autres c'est un coup de poing dans le bide, de l'ultra-violence. Contempler l'horizon est un privilège de classe. Il l'a toujours été, mais c'est d'autant plus flagrant aujourd'hui. Rien que vos photos ont un petit goût de porno, d'obscène, pour tous ceux dont la vue pour ces prochaines semaines va se résumer à une cour intérieure ou à l'immeuble d'en

face. Tandis que votre esprit vagabonde dans les vertes prairies, il y en a dont les angoisses rebondissent dans des 15 m2 loi Carrez. Vous osez dire : "Nous sommes confinés.

J'écris cette phrase mais elle ne veut rien dire." Pour d'autres, c'est une réalité brutale, pas un putain de week-end prolongé. Et les habitants de la campagne, alors ? M'étonnerait qu'ils aient tous le luxe de disserter sur, je cite, "l'herbe verglacée, les tilleuls sur les branches desquels apparaissent les premiers bourgeois". Un journal de confinement ne vaut d'exister que s'il permet de saisir le social : la peur qui se refile plus vite que le virus, les dictateurs d'opérette façon Lallement qui profitent de la situation, les familles qui implorent ou les solidarités qui poussent comme des mauvaises herbes, anarchiques et sublimes.



Alors avis aux écrivains bien mis qui voudraient se lancer dans ce nouveau genre littéraire qui sent le renfermé : sortez-vous les doigts du nombril mes petites cailles. Les récits intimistes de la classe bourgeoise, c'est déjà foutrement pénible en temps de "paix", alors aujourd'hui ça ne passe plus. Vous le dites bien dans votre texte, Leïla, tout le monde n'a pas votre chance. Alors

utilisez votre plume pour parler des autres, leur donner une ration de courage ou, mieux, être leur porte-voix. Vous n'êtes pas là pour poétiser la peur ni pour nous pondre un essai sur la post-modernité ("Monde de solitudes, nous voilà esseulés. Monde de virtualité, nous voilà réduits à n'exister, à ne nous parler, à n'interagir qu'à travers des écrans", bla bla bla...). Recueillez des témoignages et balancez des histoires qui transcendent la terreur. Si nos corps sont bloqués, les mots n'ont pas besoin d'attestation de déplacement dérogatoire. Sinon, vous serez condamnés à être aussi pénible qu'un film de Guillaume Canet et on se torchera avec vos petits mouchoirs.



CORONAVIRUS : MACRON DÉBLOQUE 300 MILLIARDS D'EUROS, LA BCE 750 MILLIARDS



Allan BARTÉ

DÉPENSES GOUVERNEMENTALES



GRENADES ✓



SNU ✓



MASQUES ✗

Liste de sites d'informations libres et indépendants :

Ricochets, média libre de la vallée de la Drôme : Ricochets.cc

Lundi matin, journal en ligne : Lundi.am

Reporterre, « quotidien de l'écologie » : reporterre.net

Infos, analyses, luttes Alpes du sud : valleesenlutte.noblogs.org

Acta, média de l'enquête militante <https://acta.zone>

Basta !, un média indépendant en ligne, qui publie quotidiennement des enquêtes, reportages, entretiens, sur les questions sociales, environnementales, économiques et démocratiques : www.bastamag.net

« On arrête tout, on réfléchit, et c'est pas triste ». Telle était la devise de Gébé dans L'An 01. Aujourd'hui, on est bien obligés d'arrêter. Donc autant réfléchir. Pour que demain soit moins triste. <https://lan01.org>

Médiapart, site d'actualité français www.mediapart.fr

Les Mutins de pangée, coopérative audiovisuelle : www.lesmutins.org

Si vous voulez recevoir nos brochures par mail, vous pouvez nous envoyer un mail sur un-regard-cote@riseup.net

